diploweb.com La revue géopolitique
ISSN : 2111-4307

05/2021

# Synthèse de l'actualité internationale de mai 2021

mardi 1er juin 2021,par Axelle DEGANS

**Citer cet article / To cite this version :**
Axelle DEGANS, **Synthèse de l'actualité internationale de mai 2021**, *Diploweb.com : la revue géopolitique, 1er juin 2021.*

**Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.**

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site **https://fr.tipeee.com/diploweb** . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.
Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

**Voici une précieuse synthèse de l'actualité internationale de mai 2021 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique, suivent la spécialité #HGGSP voire préparent les oraux d'un concours dans des conditions délicates. Pour ne rien manquer, et recevoir nos alertes sur des documents importants, le plus simple est de s'abonner gratuitement à notre Lettre d'information hebdomadaire ou au compte twitter de veille géopolitique @diploweb (plus de 17 235 followers privilégiés).**

# L'Union européenne, citadelle assiégée ?

En mai 2021, des images choquantes en provenance de l'enclave de Ceuta rappellent que l'Europe communautaire reste un aimant migratoire. Cette enclave espagnole en terre africaine est, en effet, une porte d'entrée sur le territoire communautaire, et plusieurs milliers de personnes – environ 8 000 – s'y sont empressées, bénéficiant visiblement d'un relâchement de la surveillance de la part de la police marocaine. Il faut replacer ce phénomène dans son contexte pour le comprendre. Les régions de départ sont principalement nord-africaines et sub-sahariennes, la pandémie y a dégradé des situations déjà fragiles encourageant de plus nombreux départs. En outre, l'Espagne accueille pour le soigner le leader sahraoui Brahim Ghali qui lutte pour l'indépendance d'un Sahara occidental auquel le Maroc n'a pas renoncé, ce qui mécontente fortement Rabat. Mohammed VI se sent légitimé dans ses ambitions depuis les accords d'Abraham de l'automne 2020 qui ont vu le Maroc reconnaitre Israël en échange d'une reconnaissance par les Etats-Unis de Donald Trump de ses prétentions sur son voisin du Sud.

Finalement l'Union européenne, qui rémunère ses voisins extra-communautaires du monde méditerranéen pour qu'ils retiennent les flux migratoires, se retrouve victime d'un nouveau chantage après celui exercé par la Turquie (2015 - ). Il reste à l'Union à définir une véritable politique migratoire.

En fait, les flux migratoires progressent tellement durant les quatre premiers mois de l'année 2021 que Bruxelles s'inquiète de ce qui peut être interprété comme le début d'une nouvelle vague migratoire. La situation est particulièrement tendue en Méditerranée centrale tant les départs depuis les côtes tunisiennes et libyennes ont augmenté (plus de 150 % depuis le début de l'année 2021) ce qui met sous tension les pays d'arrivée comme l'Italie. À ce titre, l'Italie demande une aide d'urgence pour ne pas se transformer en vaste camp de réfugiés d'ici l'été 2021. Par ailleurs, le Commissaire européen en charge des migrations et de la promotion du mode de vie européen, Margaritis Shinas, affirme que ce dernier sera protégé si l'Union renforce ses frontières extérieures.

**Axelle Degans, La synthèse de l'actualité internationale 2021. Réussite aux concours 2022 !**
D'un clic ! . Axelle Degans, *La synthèse de l'actualité internationale 2021. Réussite aux concours 2022 !* éd. Diploweb

# Sur le front du coronavirus, épisode mai 2021

Le G20 appelle à aider les pays pauvres à accéder aux vaccins, alors que la pandémie de coronavirus COVID-19 a tué plusieurs millions de personnes. Cette politique de l'accès au vaccin pour tous a conduit l'Union européenne à exporter 40 % des vaccins fabriqués sur son sol, espérant que son exemple incite les autres pays à la même générosité. La présidente de la Commission annonce que l'Union versera un milliard d'euros pour aider les pays africains à produire eux-mêmes les vaccins dont ils ont besoin.

La question des brevets protégeant les vaccins contre le coronavirus COVID-19 n'est pas tranchée. D'un côté, obliger les laboratoires pharmaceutiques à renoncer à leur propriété intellectuelle sur les vaccins qu'ils ont élaborés permettrait de les diffuser plus largement auprès des plus pauvres et ainsi de les protéger mais encore d'augmenter une immunité collective à l'échelle mondiale. D'un autre côté, cette mesure risque de décourager les laboratoires d'investir dans la recherche médicale s'ils ne peuvent ensuite en recueillir les fruits, et donc priver l'humanité d'une protection face à une probable prochaine pandémie.

L'Union européenne décide d'un pass sanitaire, le « certificat covid numérique de l'UE » qui devrait être utilisable dès le 1er juillet 2021. Les Européens qui souhaiteront franchir une frontière interne à l'Union devront soit disposer de ce pass, soit prouver qu'ils sont vaccinés, soit présenter un test négatif ou encore un document attestant qu'il sont bien remis après avoir contracté le coronavirus. Aucune donnée personnelle ne devrait être stockée, dans l'esprit de la protection de la vie privée.

## Les braises du Proche-Orient ne sont pas éteintes

Courant mai 2021, une nouvelle flambée de violence a embrasé Israël et les territoires palestiniens rappelant tragiquement qu'aucune solution durable n'a été entérinée pour cette terre aux deux peuples depuis les accords d'Oslo de 1993 et l'assassinat d'Itzhak Rabin. Ces dernières années les feux de l'actualité s'étaient centrés sur le théâtre syrien, laissant dans l'ombre une région qui pendant des décennies avait mobilisé l'attention internationale. Plusieurs explications peuvent être avancées. Le cadre général est celui d'une pandémie qui a imposé un confinement puis une divergence très nette entre Israël qui vaccine largement sa population et les territoires palestiniens qui ne le font pas en raison d'une pénurie de vaccins, réservant ceux-ci en priorité aux proches du pouvoir. Les esprits sont donc déjà bien échauffés. La situation politique de cette région ne fait qu'envenimer une situation délétère. L'autorité palestinienne est, dans les faits, bicéphale depuis la victoire du Hamas dans la bande de Gaza aux élections de 2006, alors que le Fatah de Mahmoud Abbas les remporte en Cisjordanie. Rien n'a pu rapprocher ces frères ennemis entrés dans une concurrence mortifère et le Hamas choisit la voie de la radicalité. Israël a organisé ses quatrièmes élections en deux années, mais aucune majorité politique n'est sortie des urnes, et à plusieurs reprises Benjamin Netanyahou a cru pouvoir constituer un gouvernement, mais finalement sans succès. Il y a donc une vacance du pouvoir à laquelle répond une crise de succession à Ramallah pour l'après Abbas.

Au mois de mai 2021 coïncident, cette année, la rupture du jeûne du Ramadan pour les musulmans et la commémoration de la prise de Jérusalem par les Israéliens à l'occasion de la guerre de 1967, que célèbrent les plus radicaux. La dénonciation par les Palestiniens de la politique de colonisation de la partie musulmane de Jérusalem est avivée par la décision de l'administration Trump de reconnaitre cette ville sainte pour les trois grandes religions monothéistes comme capitale d'Israël…

Après des émeutes qui ont fait des centaines de blessés à Jérusalem, plusieurs centaines de Palestiniens ont perdu la vie comme plusieurs dizaines d'Israéliens dans une escalade de violence qui a mis aux prises Tsahalet le Hamas dont les roquettes tirées depuis de la bande de Gaza, financées notamment par le Hezbollah chiite, menacent Tel-Aviv. Un fragile cessez-le-feu s'établit entre les deux camps, sous pression des États-Unis qui auparavant n'ont pas soutenu la proposition française de résolution au Conseil de sécurité de l'ONU pour mettre fin aux combats. La paix et la démocratie sont les grandes perdantes, et nul vainqueur.

## Après deux décennies, les États-Unis se retirent d'Afghanistan

En mai 2021, l'armée américaine a quitté Kandahar en "pays" pachtoun, une date historique. L'Afghanistan est le tombeau des empires depuis Alexandre le Grand, l'URSS s'y est embourbée (1979-1989) avant que les Etats-Unis connaissent le même sort (2001-2021), sans que les Afghans ne soient réellement gagnants. Après les attentats du 11 septembre 2001, Washington mène une vaste intervention militaire, dans le cadre de l'OTAN, une « guerre contre la terreur » qui vise les taliban [1] identifiés comme responsables des attentats. Ces étudiants islamistes se sont structurés dans les dernières années de l'intervention soviétique, ont pris le pouvoir à Kaboul au terme d'une guerre civile et y ont établi un califat. L'intervention de l'OTAN les en a chassé, pour un temps. Ce pays est le théâtre de la plus

longue intervention militaire américaine, elle n'est pas pour autant couronnée de succès.

L'Afghanistan est un pays où la démocratie peine à s'enraciner, malgré l'organisation d'élections. Il reste dominé par des seigneurs de guerre à la tête leur région respective. Gangréné par une corruption très développée, son économie est fortement dépendante de la drogue, activité très lucrative. Les États-Unis laissent un pays aux mains des taliban, où les attentats sont monnaie courante. Que deviendront les femmes qui ont durant deux décennies appris à prendre de nouvelles fonctions dans la société, par exemple dans la presse ? L'intervention américaine n'a ni démocratisé ni stabilisé le pays. Les classes moyennes afghanes sont tentées par le départ. Celui des États-Unis s'explique par l'absence d'issue politique, et le coût exorbitant de cette intervention pour Washington… mais aussi pour ses alliés.

## Les ombres chinoises se projettent toujours plus loin

La pandémie de coronavirus COVID-19 a été l'occasion pour Pékin de déployer une diplomatie du masque (des respirateurs et des tests) puis une diplomatie du vaccin jusqu'au cœur du continent européen, mais aussi en Afrique et dans le monde arabo-musulman comme en Amérique latine. L'influence chinoise ne se déploie pas seulement le long de ses nouvelles routes de la soie. Le récent accord signé entre la Chine et l'Iran sonne déjà comme un pied de nez à Washington.

La Chine profite de l'occasion de la reprise des hostilités entre Palestiniens et Israël pour affronter diplomatiquement les États-Unis dans l'enceinte de l'ONU, événement suffisamment rare pour être remarqué. Pékin a condamné le double discours de Washington qui fait la promotion des droits de l'homme (et accuse Pékin de maltraiter la minorité ouïghoure) mais soutient Israël qui bombarde la bande de Gaza sans condamner une réaction disproportionnée alors qu'elle-même appelle à un cessez-le-feu. La confrontation sino-américaine vient probablement de prendre ici une nouvelle dimension.

À Hong Kong, l'emprise de Pékin se fait toujours plus forte. La loi de sécurité nationale permet désormais d'y organiser des procès sans jury. La justice est bien dans les mains de Pékin, une bien mauvaise nouvelle pour les opposants politiques car l'arbitraire va pouvoir encore plus se déployer.

La Chine décide de lancer une station spatiale qui ne sera pas internationale Elle vient de procéder en mai 2021 au lancement de son premier module, « Palais céleste », mis en orbite grâce à un propulseur chinois, la « Longue marche V » depuis le site de lancement de Wenshang sur l'ile de Hainan. La Chine a réussi à poser un robot, Zhurong, sur le sol de Mars, un nouvel exploit technologique qu'elle est la deuxième puissance spatiale à réaliser. Ce sont des jalons essentiels dans la conquête spatiale menée par la Chine qui rivalise désormais avec les Etats-Unis et la Russie. Les enjeux sont la Lune, où Pékin espère y envoyer plusieurs Taïkonautes [2] avant 2030, mais aussi Mars.

Pékin reprend en main ses géants numérique pour mieux s'assurer sa souveraineté technologique. Après une disparition de Jack Ma, fondateur d'Alibaba, et son récent retour, Pékin a mis fin à Ant, la structure financière adossée à Alibaba le géant chinois du *e*-commerce.

## Nouvelles d'Amérique latine

Le Chili vient de se doter d'une nouvelle assemblée constituante. Il s'agit de solder l'héritage de la dictature du général Pinochet au pouvoir entre 1974 et 1990. La droite, actuellement au pouvoir, a essuyé un revers électoral recueillant un peu moins du quart des suffrages exprimés. La nouvelle constitution devrait donner davantage de latitude à l'action de l'État, car l'actuelle constitution très libérale le cantonne quasiment à un rôle d' « État gendarme ». La nouvelle constitution devrait être rédigée d'ici un an puis soumise à la voie référendaire avant d'être entérinée ou rejetée.
De sanglantes émeutes ont provoqué la mort de plus de vingt personnes en Colombie. Ce pays sort de plusieurs décennies de guerre civile avec les FARC, guérilla alimentée par le trafic de drogue et les subsides du Venezuela d'Hugo Chavez. La fragile et récente paix civile est déstabilisée par l'accueil de nombreux réfugiés quittant un Venezuela en plein naufrage, une pandémie mal gérée qui a brisé le récent essor économique concomitant de la paix civile. L'augmentation de la taxe sur les produits de consommation est l'étincelle qui embrase en mai 2021 une société colombienne déjà bien fragilisée.

## L'Afrique au cœur des préoccupations internationales

Paris accueille un vaste sommet pour aider à la relance de l'économie des pays africains. Si la pandémie a moins touché l'Afrique que d'autres continents, son économie n'en est pas moins fortement affectée. Le président de la Banque d'Afrique de l'Ouest de développement estime les besoins à 190 milliards d'euros sur cinq ans à investir en priorité dans les infrastructures, l'énergie, l'agriculture et la sécurité alimentaire, la santé et l'éducation, l'habitat. Il s'agit pour les pays africains d'éviter le piège de la dette qui leur a tant coûté dans les deux dernières décennies du XXème siècle mais aussi de faire face à une forte expansion démographique qui pose de nombreux défis et menace la stabilité de nombreux pays du continent. Une restructuration de la dette est envisagée, ce qui concerne désormais en premier lieu la Chine. La Banque européenne d'investissement (BEI) investit sur des projets concernant la lutte contre le réchauffement climatique, l'environnement, la santé.

La commission Duclerc, composée de nombreux historiens, a rendu son rapport sur les responsabilités de la France lors du génocide du Rwanda qui s'est déroulé au printemps 1994. Le président Emmanuel Macron en visite à Kigali en mai 2021 reconnait une « responsabilité accablante » de la France mais pas de « complicité » reprenant ainsi l'analyse de la commission Duclerc. L'enjeu de mémoire est fort dans un pays francophone (héritage de la période coloniale belge) où l'enseignement est désormais délivré en langue anglaise, il s'agit pour Paris d'apaiser le contentieux et de tisser un nouvel avenir. Cette politique de rapprochement est initiée par le président Macron qui a pesé pour l'élection de la Rwandaise Louise Mushikiwabo à la tête de l'Organisation de la francophonie. Le président français a promis une action plus forte de la justice française à l'encontre des génocidaires.

En mai 2021, l'Allemagne reconnait avoir commis un génocide contre le peuple Herero vivant dans le Sud-ouest africain allemand colonial, devenu Namibie à l'indépendance. Dans les premières années du XXème siècle ce génocide aurait décimé environ les trois-quarts de la population Herero (exécutions, déportations, camp de travail où l'on meurt d'épuisement à la tâche…) mais aussi des Namas. Le génocide des Arméniens par l'empire Ottoman n'est plus,

chronologiquement, le premier génocide du XXème siècle.

## La dette COVID, une épée de Damoclès

L'assureur-crédit Euler-Hermès a publié une étude sur la dette contractée à l'occasion de la pandémie. Le temps des comptes est arrivé, il est douloureux. Ainsi l'Italie avait une dette autour de 134 % de son PIB à la veille de la pandémie, mais elle devrait désormais se monter à 160 %. La dette espagnole serait passée de 98 % à 120 % de son PIB, celle de l'Allemagne d'environ 65 % à 73 %, celle de la zone euro de 89 à environ 103 %. La dette de la France passe de 98 à 117 %. L'assureur affirme que cette dette ne devrait pas retrouver son niveau prépandémie avant 2035… si la France ne parvient pas à améliorer ses performances économiques, et faire mieux que lors des deux premières décennies du XXIème, elle pourrait mettre soixante ans à effacer cette dette contractée pour faire face au COVID. La contrainte budgétaire ne manquera pas de se faire sentir, la question du financement de la dette est ouverte : par le biais de l'impôt ? Il est fort à parier que cela sera une thématique forte des prochaines élections présidentielles françaises.

## Un regain de tension

La revue américaine *Science* fait deux révélations en mai 2021. La première est qu'à la frontière entre Ukraine et Biélorussie le réacteur de la centrale nucléaire de Tchernobyl suscite de nouvelles inquiétudes 35 ans après l'accident nucléaire le plus grave que l'humanité ait connu. La radioactivité augmente à nouveau car les réactions de fission du réacteur n°4 repartent à la hausse. La seconde est que cette revue évoque la possibilité que la pandémie du coronavirus soit liée au laboratoire P4 de Wuhan, ce qui est très mal pris par Pékin. Le président des Etats-Unis, Joe Biden, a donné 90 jours aux services de renseignement américains pour éclaircir ce point.

Les tensions sont au plus haut dans le Caucase depuis la guerre de l'automne 2020. L'Arménie dénonce la présence de soldats azéris sur son territoire, son Premier ministre déplore que plusieurs militaires arméniens aient été fait prisonniers par les forces azéries. Erevan fait appel à l'Organisation du traité de la sécurité collective (OTSC) qui regroupe des pays du Caucase et d'Asie centrale.

La Chine a le vertige, sa population a, au mieux, fortement ralenti sa croissance démographique voire serait menacée de dépopulation. L'empire du Milieu aurait atteint, officiellement, une population de 1.41 milliard d'habitants, mais il est menacé par une baisse de la natalité que le retour sur la politique de l'enfant unique ne conjure pas. Après une Europe entrée dans ce que Gérard-François Dumont nomme un « hiver démographique », c'est le tour du pays le plus peuplé du monde, avec toutes les implications économiques, et surtout géopolitiques, car le grand voisin indien conserve une démographie plus dynamique.

L'Allemagne avait voulu signer un accord sur les investissements avec la Chine avant la fin de sa présidence à la tête de l'Union, chose faite dans les dernières heures de sa mandature, mais à quel prix ? Les dirigeants européens sont obligés de constater que si les investissements directs étrangers (IDE) appartiennent pleinement aux pratiques du capitalisme libéral, ils peuvent être un moyen d'acquisition à bon compte de pépites européennes et pas seulement un moyen de se financer pour les entreprises. Le durcissement de la politique chinoise depuis

quelques mois, que ce soit à Hong Kong ou au Xinjiang, mais aussi les mesures de rétorsion qui ont concerné des eurodéputés comme des chercheurs témoignent d'une décomplexion nouvelle. La Chine assume pleinement son statut de grande puissance sans beaucoup de considération pour ses partenaires, y compris européens. Ceux-ci commencent à reconsidérer partiellement leur position face à la Chine dont ils ont mesuré avec la crise sanitaire leur très forte dépendance. La ratification de l'accord sur les investissements n'est plus, en conséquence, à l'ordre du jour. La Commission européenne, si dure avec les entreprises sur son sol, commence à envisager d'agir face aux entreprises étrangères qui bénéficient de subventions publiques dans leur pays, à l'exemple des entreprises chinoises. L'Union commence à abandonner sa naïveté. Est-il encore temps ?

Aux États-Unis, une cyberattaque a visé en mai 2021 l'oléoduc *Colonial* sur la côte atlantique, ce qui a provoqué sa fermeture pendant une semaine. Celle-ci a rapidement pesé sur les réserves de pétrole du pays car il transporte près de la moitié du carburant, sous toutes ses principales formes. Cet incident montre la vulnérabilité de l'économie américaine au risque cyber. Le président Joe Biden a décidé d'améliorer la cybersécurité. Darkside aurait réclamé une rançon de cinq millions de dollars pour lever sa cyberattaque, sur le *Colonial pipeline*, puis lancé un autre rançongiciel sur le système informatique HSE Ireland.

**Roman Protassevitch**
Source : Wikipedia
*wikipedia*

Roman Protassevitch, un opposant biélorusse à bord d'un vol de Ryanair entre la Grèce et la Lituanie a été contraint de se poser à Minsk à la suite d'une fausse « alerte à la bombe ». Les passagers ont été priés de débarquer, mais il est a été contraint de rester au sol, tout comme sa compagne. La communauté internationale, l'Union européenne en tête, s'est profondément offusquée de ce qui relève d'un acte de piraterie contre une compagnie aérienne européenne (Ryanair). Les moyens d'action restent pourtant limités. La part de la Russie dans cette opération reste à éclaircir. Quoi qu'il en soit le dirigeant biélorusse Alexandre Loukachenko – dont la France ne reconnaît pas la légitimité et encore moins la légalité de l'élection – a été peu après reçu par le président russe, Vladimir Poutine. Après la tentative d'empoisonnement

de l'opposant russe Alexeï Navalny, puis son emprisonnement, cette nouvelle affaire vient contrecarrer les efforts français depuis 2019 de renouer le dialogue avec la Russie pour sortir de la logique des sanctions post-annexion de la Crimée (2014). En effet, le contexte est dégradé et nombre de pays membres de l'UE – notamment les anciens satellites de l'URSS – peinent à comprendre Paris.

Le Mali est de nouveau le théâtre d'un coup d'État militaire après celui du mois d'août 2020 qui a déposé le président Ibrahim Boubakar Keita. C'est cette fois-ci, au tour du président de la transition Bah N'Daw et le Premier ministre Moctar Ouane de l'être par l'armée alors qu'un remaniement ministériel était sur le point d'être annoncé. Le colonel Assimi Goïta a fait ce qu'Emmanuel Macron qualifie de « coup d'État dans le coup d'État ». La France qui condamne fermement ce putsch a demandé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU.

## Bonnes nouvelles

Les États-Unis annoncent en mai 2021 renoncer aux sanctions pesant sur les entreprises participant au projet du gazoduc Nord Stream 2 entre la Russie et l'Allemagne. Le président Joe Biden revient ainsi sur la décision de son prédécesseur qui pénalise des firmes européennes, et notamment allemandes, et son une immixtion dans la politique énergétique de membres de l'Union.

L'Égypte vient de passer commande de trente nouveaux Rafale, après ceux utilisés lors de l'inauguration du canal de Suez élargi. Cette commande n'est probablement pas la dernière pour l'avion de combat de Dassault, la Croatie annonce en commander douze. Cela pérennise l'emploi, une bonne nouvelle en ces temps difficiles. Reste à savoir l'usage qui sera fait de ces armements.

*Copyright 31 mai 2021-Degans/Diploweb.com*

---

**Plus pour réussir**

Extraits du catalogue des livres géopolitiques publiés par *Diploweb* pour la réussite aux concours.

. Axelle Degans, "La synthèse de l'actualité internationale 2020. Réussite aux concours 2021 !", éd. Diploweb via Amazon

. Florent Parmentier, Pierre Verluise (sous la dir.), "Géopolitique de l'Europe trois décennies après l'ouverture du Rideau de fer", éd. Diploweb via Amazon

. Axelle Degans, "La synthèse de l'actualité internationale 2019. Réussite aux concours 2020 !", éd. Diploweb via Amazon

. Patrice Gourdin, "Manuel de géopolitique, éd. Diploweb via Amazon"

. Pierre Verluise (dir.), "Géopolitique du monde de Trump. La stratégie du chaos ?" éd. Diploweb via Amazon

. Pierre Verluise (dir.), "Histoire, Géographie et Géopolitique de la RUSSIE et de ses frontières" , éd. Diploweb via Amazon

. P. Verluise (dir.), "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Union européenne. A l'heure du Brexit".

. P. Verluise (dir.), "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Asie. Les dessous des cartes, enjeux et rapports de force".

. P. Verluise (dir.), "Histoire, Géographie et Géopolitique du Proche et du Moyen-Orient. Les dessous des cartes, enjeux et rapport de force"

. P. Verluise (dir.), "Histoire, Géographie et Géopolitique de la mondialisation contemporaine. Les dessous des cartes, enjeux et rapports de force"

. S. Schmit, "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Amérique latine : Un sous-continent en pleine transition politique, énergétique et commerciale. Dossiers et fiches pays"

. L. Chamontin, "Ukraine et Russie : pour comprendre"

. L. Bloch, "L'Internet, vecteur de puissance des États-Unis ? : Géopolitique du cyberespace, nouvel espace stratégique"

. G-F Dumont, P. Verluise, "The Geopolitics of Europe : From the Atlantic to the Urals"

---

**P.-S.**

Docteure en Géopolitique de l'Université de Reims Champagne-Ardenne. Agrégée d'histoire, Professeure de chaire supérieure au lycée Faidherbe (Lille) où elle enseigne la géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales. Auteure de nombreux ouvrages.

---

**Notes**

[1] Taliban est le pluriel de « taleb » (instruit, dans le sens coranique) et ne prend donc jamais de « s ».

[2] NDLR : un taïkonaute est un « Homme du grand vide », en chinois. Ce terme est usuellement utilisé pour désigner les astronautes chinois.